

Les murs de Billancourt sont actuellement couverts d'affiches de mise en garde contre la presse des « groupuscules » : de véritables mises à l'index, comme à la porte des églises on interdit les ouvrages immoraux ... Parallèlement on durcit le langage, on fait une série de virages tactiques, comme celui opéré la première semaine des luttes étudiantes. Mais la tactique ne suffit plus.

La place à gauche a été prise par les gauchistes, en particulier dans la jeunesse. Ces dernières années quelques dizaines de gauchistes ont été exclus du mouvement de la jeunesse communiste ; ils reviennent maintenant à 50.000. Le problème posé est celui de la ligne du Parti, de ses objectifs réformistes, de son incapacité à canaliser le mouvement des jeunes, dont les problèmes ne sont pas solubles dans la société capitaliste, même présidée par Mitterrand.

## LES LECONS DE MAI

Quand le « mouvement de masse d'une ampleur inégalée » n'est plus dans les textes, mais dans la rue, il faut d'abord être capable de le voir (on reste confondu devant la myopie d'un bon nombre de permanents), ensuite de l'analyser — même si on ne l'a pas prévu — et enfin d'être capable de lui donner une issue révolutionnaire.

La direction du Parti, en vérité, a peur du mouvement de masse dont elle proclame à cor et cri la nécessité. Elle en a peur parce qu'elle sait qu'elle ne peut pas le contrôler comme on contrôle une cellule de quartier amorphe et sans vie politique. En période « calme », seule une minorité de travailleurs est organisée et milite dans le Parti et le syndicat ; mais en période révolutionnaire, brusquement, des centaines de milliers, voire de millions de gens se politisent. Des médecins aux O.S., des infirmières aux ingénieurs, toutes les couches sociales expriment alors leurs propres revendications avec une violence inconnue jusqu'alors.

Il est alors évidemment absurde de prétendre faire passer une telle mobilisation dans les cadres politiques ou même syndicaux préexistants, adaptés (dans le meilleur des cas) à la période précédente. C'est encore plus absurde quand le Parti est sclérosé.

Il faut donc, sans crainte, impulser le développement des formes organisationnelles qui jaillissent spontanément. C'est là que de nouveaux cadres apparaissent, souvent meilleurs que les anciens (et oui, messieurs les bureaucrates ! ) et surtout, c'est dans ces nouvelles structures que peut se réaliser l'unité à un niveau qualitativement supérieur à tous les compromis au sommet — encore que l'un n'exclut pas l'autre.

En 1905 et en 1917, ces nouvelles structures se sont appelées des soviets. Il y avait des soviets d'ouvriers, de paysans pauvres, de soldats, d'étudiants. Rappelons pour mémoire, que bien que largement minoritaires au début, les bolchéviks défendirent le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets ». Il est vrai qu'à l'époque ce n'était pas Marchais qui faisait les éditos de la Pravda !

Toutes proportions gardées, et bien sûr dans un autre contexte historique, les Comités d'action étudiants et Lycéens ainsi que les Comités de grève que l'on voit un peu partout se développer rappellent ces fameux soviets. Bien sûr, l'histoire ne se répète pas, mais pour les marxistes, elle reste cependant la principale source d'enseignements. Et d'ailleurs toutes les périodes révolutionnaires on vu éclore de telles organisations à la base, se fédérant par la suite (qu'elles prennent le nom de soviets, de Comités de grève, de comités d'action ou de Conseils d'ouvriers).

Chaque organisation a sa fonction. Tant qu'on se cantonne à des formes de lutte traditionnelles, partis et syndicats suffisent : c'est à leur fonction. Les comités d'action, eux, sont nés des nouvelles formes de lutte, essentiellement l'occupation des lieux de travail.

Notre direction continuera-t-elle longtemps à noyer une vérité que tout militant ou même tout travailleur de bon sens a comprise : l'action directe, extra-parlementaire, a payé. C'est même la seule qui ait payé depuis dix ans de gaullisme.

Quelle leçon pour les partisans du passage pacifique au socialisme : quand on voit la quantité de flics de tout poil mobilisés contre quelques milliers d'étudiants et la violence de la répression, aucune illusion n'est possible quant à la violence armée qu'emploiera la bourgeoisie le jour où ses usines et son Etat seront en jeu. Laisser croire qu'on peut atteindre pacifiquement le socialisme, c'est désarmer la classe ouvrière et pas la bourgeoisie, c'est donc en fait la pire forme d'aventurisme.

Mais quand on voit comment quelques milliers d'étudiants décidés ont pu tenir en échec une quantité presque équivalente de policiers, on peut comprendre que la mobilisation de plusieurs millions de travailleurs, sur un programme révolutionnaire clair, mettra en échec toutes les forces de répression (la force de la lutte populaire au Vietnam en est un exemple éclatant).

\* Mais ne manquera-t-on pas de nous répondre : si nous envisageons l'action directe, les masses ne nous suivront pas et l'unité ne se fera pas.

Là encore, il ne faut pas chercher de réponse abstraite : « l'action directe » des étudiants a permis l'unité dont même à ses plus beaux jours notre direction n'osait rêver. On a vu défiler au coude à coude (ou presque), des communistes, des pro-chinois, des trotskystes, des anarchistes, des ouvriers et des étudiants. Mais si ce n'est pas exactement l'unité qu'on recherchait, qu'on se rassure, on y a également vu des socialistes, un ancien ministre de l'Intérieur (plusieurs autres futurs), et ce qui nous paraît quand même plus sérieux, toutes les centrales syndicales. Et l'unité était tellement réalisée que pour la première fois depuis au moins quarante ans on n'a jamais crié « Unité » durant cette manifestation de près d'un million de personnes. (A moins que cela ne soit pour éviter que ce cri ne prenne le sens hautement subversif d'unité ouvriers-étudiants).

Quant à Mitterrand et à ses amis, ils n'ont eu d'autre alternative que de se joindre sans condition au mouvement ou de disparaître politiquement. C'est si vrai que lors de cette manifestation du 13 mai, notre direction en avait avalé son programme commun, tant l'affaire paraissait dépassée.

Placée devant une mobilisation sans précédent des travailleurs et des intellectuels, la petite bourgeoisie ne s'est pas affolée pour se retourner vers De Gaulle.

## IL FAUT UN OBJECTIF À LA LUTTE

A bien des égards la situation est révolutionnaire : pour presque toutes les couches de la société il faut que ça change ; des millions de travailleurs sont prêts à se battre pour leur différentes revendications. Le problème numéro un est d'unifier cette formidable mobilisation par des objectifs centraux intéressant l'ensemble des salariés, c'est-à-dire des objectifs politiques et il est clair pour tous les travailleurs qu'aujourd'hui c'est la question du pouvoir qu'il faut poser.

C'est même clair pour les réformistes, qui demandent maintenant à De Gaulle de démissionner et recherchent gravement une nouvelle formule de gouvernement. Mais le rôle du Parti d'avant-garde n'est pas d'être à la traîne, il est de profiter de la faillite du gaullisme pour mettre en cause l'Etat, en tant qu'instrument au service de la bourgeoisie : des usines aux travailleurs il faut hardiment passer au pouvoir des travailleurs.

Que le Parti refuse d'assumer son rôle historique, qu'il se contente de servir de force d'appoint à l'aile gauche de la bourgeoisie et le danger est alors considérable, que la démobilisation des travailleurs et la désillusion de la petite bourgeoisie ne fournissent des conditions propices au fascisme.